

ANNEXE

L'annexe de la décision C(2020) 8492 du 7 décembre 2020 est modifiée comme suit:

(1) Au titre **4. Marchés publics**, le tableau est remplacé par le tableau suivant:

Modifications à l'enveloppe budgétaire globale réservée à la passation de marchés en 2021 qui s'élève à **96 829 500 EUR**.

| Ligne budgétaire | Activité | Crédits disponibles (EUR) |
|------------------|---|---------------------------|
| 07 20 04 02 | Services exécutifs et de communication institutionnelle | 47 105 200 |
| 07 20 04 03 | Représentations de la Commission | 26 330 700 |
| 07 20 04 04 | Services de communication pour les citoyens | 17 228 600 |
| 07 20 01 00 | Projet pilote 072109 | 2 000 000 |
| 07 20 01 00 | Projet pilote 072114 | 800 000 |
| 14 20 04 03 | Politique d'information et communication stratégique pour l'action extérieure | 3 365 000 |
| TOTAL | | 96 829 500 |

Base juridique:

- Projet pilote au sens de l'article 58, paragraphe 2, point a), du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

(2) Le point 4.4 suivant est ajouté:

«4.4 Ligne budgétaire 07 20 01 00 Projet pilote 2 000 000 EUR

Description des principales activités couvertes au titre du projet pilote 072109

4.4.1 Projet pilote - Assemblées citoyennes temporaires: transformer le consensus social en façon d'agir et définir de bonnes pratiques pour associer davantage les citoyens à la vie publique de l'Union

Description, objectifs poursuivis et résultats escomptés

Les institutions de l'UE, et la Commission en particulier, participent depuis longtemps aux efforts visant à atteindre les Européens et à développer un espace public européen plus dynamique. Dans ce

contexte, les assemblées citoyennes composées de participants sélectionnés de manière aléatoire et représentant la diversité dans la société sont de plus en plus perçues comme un moyen d'atteindre ceux qui sont plus éloignés des affaires publiques. Sur la base de méthodes délibératives, ces assemblées ont également été particulièrement utiles pour résoudre des problèmes politiques complexes et mettre en place un processus déclenchant l'intelligence collective des citoyens ainsi que des recommandations collectives.

À la lumière de la conférence sur l'avenir de l'Europe, les positions officielles des trois institutions de l'UE concernées ont souligné l'importance de ce format pour organiser le volet citoyen de la conférence et garantir la qualité des recommandations, ce qui a permis un suivi plus visible et plus précis. Le projet pilote pourrait donc permettre de poursuivre l'expérimentation avec des assemblées citoyennes à l'échelle de l'Union afin de traiter des questions de fond et de formuler des recommandations collectives lors de la conférence.

La préparation des activités de la conférence au niveau de l'UE envisage la mise au point d'une méthodologie pour les panels paneuropéens de citoyens¹. En 2021, la Commission prévoit d'organiser plusieurs panels simultanés pendant la période du deuxième au quatrième trimestre (fin de semaine; certains les mêmes weekends). Les panels pourraient se tenir avant les sessions plénières de la conférence afin que les délégations de citoyens puissent y assister et en rendre compte. Ces projets, le nombre de panels et leur format exact dépendront des décisions à prendre par les organes directeurs de la conférence. Compte tenu de la pandémie de COVID-19, les panels de citoyens devront s'adapter aux restrictions en matière de déplacements et de réunions en présentiel, et pourraient avoir lieu au début en ligne ou dans un format hybride (avec quelques participants en face-à-face et un plus grand nombre de participants en ligne).

La mise en œuvre proposée du projet pilote consistera en un dernier cycle de réunions du panel (en ligne, hybride ou en face-à-face) qui seront organisées dans le cadre d'un contrat de services spécifique. Le budget du projet pilote pourrait être consacré au financement de la méthode délibérative et à l'organisation des réunions finales des panels de citoyens au niveau de l'UE afin de parvenir à un consensus et de formuler des recommandations collectives. En outre, le financement pourrait être utilisé pour une évaluation complémentaire des panels de citoyens afin d'évaluer l'efficacité de la méthodologie appliquée.

Types de contrats

Contrats de services (y compris études, assistance technique, évaluations, enquêtes, informatique, services de communication, etc.), y compris contrats-cadres pour les actions de communication menées par le siège de la DG Communication et liées aux orientations politiques de la Commission.

Mise en œuvre

Mise en œuvre directe par la DG Communication.»

(3) Le point 4.5 suivant est ajouté:

«4.5 Ligne budgétaire 07 20 01 00 Projet pilote 800 000 EUR

Description des principales activités couvertes au titre du projet pilote 072114

¹ Hypothèse de travail: cinq panels de 150-200 participants, se réunissant trois à quatre fois pendant deux jours, en fonction de cinq critères (origine géographique, vivant en zone urbaine/rurale, âge, genre et contexte socio-économique).

4.5.1 Projet pilote - Construire l'Europe avec les entités locales

Description, objectifs poursuivis et résultats escomptés

Renforcer la démocratie européenne signifie renforcer non seulement la dimension transnationale, notamment par l'engagement du Parlement européen et des citoyens au niveau de l'Union, mais aussi «européaniser» tous les niveaux de démocratie dans les États membres. En particulier, le niveau local, qui bénéficie généralement d'un niveau de confiance plus élevé grâce à sa proximité avec les citoyens, y compris dans les zones rurales, est un intermédiaire de choix pour relayer la communication et organiser des événements accessibles pour inciter les citoyens à participer.

Dans tous les États membres, des efforts ont été déployés pour inclure les entités locales dans les stratégies de communication sur les questions européennes ou pour encourager les citoyens à participer aux débats selon une structure plus ou moins formalisée. Il semble donc tout à fait approprié de déclencher et d'ancrer un plus grand nombre de ces initiatives en leur appliquant une orientation et un financement spécifiques.

L'objectif devrait également être de promouvoir la coopération entre les correspondants locaux au niveau national et, si possible, au niveau de l'Union. La conférence sur l'avenir de l'Europe sera un moment opportun pour promouvoir cette initiative, son objectif étant de toucher un large éventail de citoyens. Il sera très utile de s'appuyer sur les conseillers locaux et leur environnement local afin d'encourager les citoyens à participer au débat européen.

En 2021, le projet pilote pourrait être mis en œuvre:

- en contribuant à l'organisation d'événements sur le terrain par ou avec des conseillers locaux;
- en encourageant la coopération entre les conseillers locaux. Cela pourrait se faire à la fois au niveau national et au niveau de l'UE;
- en favorisant les synergies avec d'autres initiatives existantes, notamment d'autres réseaux.

Le projet pourrait contribuer à diffuser les bonnes pratiques dans l'UE en identifiant et en mettant en avant les municipalités/conseillers locaux engagés.

Types de contrats

Contrats de services (y compris études, assistance technique, évaluations, enquêtes, informatique, services de communication, etc.), y compris contrats-cadres pour les actions de communication menées par le siège de la DG Communication et liées aux orientations politiques de la Commission.

Mise en œuvre

Mise en œuvre directe par la DG Communication.»

(4) Le point 4.6 suivant est ajouté:

«4.6 Ligne budgétaire 14 20 04 03 “Politique d'information et communication stratégique pour l'action extérieure” 3 365 000 EUR

Description des principales activités couvertes au titre de la ligne budgétaire 14 20 04 03

4.6.1 Communication institutionnelle

Description, objectifs poursuivis et résultats escomptés

Les actions couvrent des contributions de la politique étrangère et de sécurité commune, des relations extérieures, de la coopération et des partenariats internationaux, de la politique européenne de voisinage, de l'élargissement, de la prévention des conflits et des politiques/programmes humanitaires aux actions de communication institutionnelle pour 2021, comme indiqué dans la communication sur l'action de communication institutionnelle pour 2021-2023 au titre du cadre financier pluriannuel 2021-2027 [C(2020) 9390 du 18 décembre 2020].

La communication institutionnelle étant le principal outil de la Commission pour atteindre les Européens et les informer sur les politiques qui ont une incidence directe sur leur vie, l'objectif général est de montrer la valeur ajoutée du soutien apporté par l'UE dans différents domaines de la vie des citoyens.

En 2021 en particulier, la direction générale de la communication (ci-après la «DG Communication») démontrera que la Commission met tout en œuvre pour obtenir des résultats sur ses priorités politiques stratégiques, avec un certain nombre d'initiatives concrètes. L'accent sera mis sur le plan de relance NextGenerationEU, qui vise à sortir l'Europe de la crise du coronavirus et à en gérer les incidences sur l'économie. En 2021, ce nouvel instrument de relance permettra aux États membres et à leurs économies d'obtenir un soutien dans différents domaines, y compris la dimension extérieure des politiques de l'UE. La campagne NextGenerationEU créera la «marque» et les messages généraux pour d'autres campagnes d'appui qui suivront.

Types de contrats

Contrats de services (y compris études, assistance technique, évaluations, enquêtes, informatique, services de communication, etc.) et nouveaux appels d'offres, y compris nouveaux contrats-cadres pour les campagnes intégrées, activités de sensibilisation et manifestations.

Mise en œuvre

Mise en œuvre directe par la DG Communication.»